

Règles de répartition du solde du produit de la taxe scolaire et
des revenus de placement de tout ou partie de ce produit pour assurer le
rattrapage en matière d'éducation dans les milieux défavorisés
des commissions scolaires de l'île de Montréal
- années 2014-2015 à 2018-2019

Préambule

L'un des mandats du Comité de gestion est d'allouer aux commissions scolaires de l'île de Montréal des sommes d'argent afin d'assurer le rattrapage scolaire dans les milieux défavorisés. Cet exercice s'appuie sur des principes régulateurs visant une répartition équitable et non discriminatoire des ressources.

Pour s'acquitter de ce mandat avec le plus de rigueur possible, le Comité de gestion utilise depuis 1975 un instrument de connaissance du milieu, soit la carte de la défavorisation des familles avec enfants de moins de 18 ans de l'île de Montréal. Cette carte est à la base de la classification annuelle des écoles primaires et secondaires des cinq commissions scolaires de l'île de Montréal.

1. La base légale

Le deuxième paragraphe du premier alinéa de l'article 439 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q. chap.I-13.3) prévoit que le Comité de gestion répartit le solde du produit de la taxe scolaire et les revenus de placement de tout ou partie de ce produit entre les commissions scolaires de l'île de Montréal pour assurer le rattrapage en matière d'éducation dans les milieux défavorisés après avoir prélevé un montant pour ses besoins.

2. L'objectif

Les règles de répartition ont pour objectif de soutenir les commissions scolaires de l'île de Montréal dans leur mandat d'adopter des mesures propres à assurer le rattrapage en matière d'éducation dans les milieux défavorisés.

3. Les principes régulateurs

Les règles de répartition sont fondées sur les principes régulateurs suivants :

- viser à donner plus à ceux qui ont moins de chance de réussite scolaire en milieux défavorisés ;
- être équitables et non discriminatoires ;
- tenir compte des concentrations et des enclaves de défavorisation ;
- être en lien étroit avec les outils de gestion du Comité de gestion, soit la carte de la défavorisation et les classifications des écoles.

4. Comité de coordination des mesures de rattrapage dans les milieux défavorisés

4.1 Composition

Le Comité de gestion établit un comité de coordination des mesures de rattrapage en milieux défavorisés (comité de coordination) composé de membres du personnel du Comité de gestion et de chacune des commissions scolaires de l'île de Montréal, les membres étant désignés par la direction générale des organismes.

4.2 Mandat

Le comité de coordination agit à titre consultatif sur toute matière touchant l'instrumentation développée par le Comité de gestion et il est également un lieu privilégié du partage d'expérience et d'expertise en ce qui touche le rattrapage en éducation dans les milieux défavorisés.

5. Les outils de base développés par le Comité de gestion

5.1 La carte de la défavorisation

Devant l'ampleur et la persistance du phénomène de la pauvreté et, en tenant compte des principes régulateurs et de la limite des sommes qu'il entend répartir de la façon la plus équitable et la moins discriminatoire possible entre les commissions scolaires de l'île de Montréal, le Comité de gestion identifie les milieux défavorisés à partir d'une carte qu'il élabore périodiquement.

5.2 Les classifications des écoles

Annuellement, le Comité de gestion procède à la classification des écoles primaires et des écoles secondaires.

Chaque classification est établie à partir d'un facteur de pondération basé sur la carte de défavorisation du Comité de gestion en faveur des plus démunis.

Chaque école se voit attribuer un indice de défavorisation qui provient de la somme des indices-élèves pondérés divisée par le nombre d'élèves inscrits dans chacune des écoles.

Les écoles sont classées en ordre décroissant selon l'indice de défavorisation. Elles sont regroupées par catégorie de défavorisation, soit de 0 à 19,99 %, de 20 à 29,99 % et de 30 à 100 %.

6. Les règles de répartition

Après avoir déduit le montant qu'il détermine pour ses besoins, le Comité de gestion verse, au cours des 15 premiers jours du mois de janvier de chaque année, aux commissions scolaires de l'île de Montréal, les sommes suivantes provenant du solde du produit de la taxe scolaire et des revenus de placement de tout ou partie de ce produit :

6.1 Secondaire

Afin d'assurer une répartition équitable et non discriminatoire et dans la recherche de la continuité entre le primaire et le secondaire, le Comité de gestion détermine annuellement, lors de l'adoption de son budget, une somme à être répartie de la façon suivante :

Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys	16,66 %
Commission scolaire English-Montréal	16,66 %
Commission scolaire de Montréal	33,33 %
Commission scolaire de la Pointe-de-l'île	16,66 %
Commission scolaire Lester-B.-Pearson	16,66 %

6.2 Diversité socioculturelle

Afin d'assurer une répartition équitable et non discriminatoire, du fait que la diversité socioculturelle constitue une autre problématique souvent reliée à celle de la défavorisation rencontrée dans les écoles des milieux défavorisés des commissions scolaires de l'île de Montréal, le Comité de gestion détermine annuellement, lors de l'adoption de son budget, une somme à être répartie au prorata du nombre d'élèves inscrits au secteur des jeunes de chaque commission scolaire à la date fixée du mois de novembre précédent.

6.3 Primaire – Insuffisance nutritionnelle

Afin d'assurer une répartition équitable et non discriminatoire, reconnaissant les effets de l'insuffisance nutritionnelle sur la réussite scolaire des jeunes des écoles primaires les plus démunies, le Comité de gestion détermine annuellement, lors de l'adoption de son budget, une somme à être répartie au prorata du nombre d'élèves inscrits dans les écoles primaires de la catégorie 0-30% de chaque commission scolaire à la date fixée du mois de novembre précédent.

6.4 Primaire – Projets

Afin d'assurer une répartition équitable et non discriminatoire et de viser à donner plus à ceux qui ont moins de chance de réussite scolaire en milieux défavorisés, le solde est réparti selon les règles suivantes :

- a) Pour les premiers 8 500 000 \$ du solde du produit de la taxe scolaire et des revenus de placement, déduction faite du montant déterminé pour les besoins du Comité de gestion et les sommes déterminées aux articles 6.1, 6.2 et 6.3 :
- 59,04 % aux écoles primaires comprises dans la catégorie 0 à 19,99 % ;
 - 16,95 % aux écoles primaires comprises dans la catégorie 20 à 29,99 % ;
 - 24,01 % aux écoles primaires comprises dans la catégorie 30 à 100 %.

La répartition et les pourcentages mentionnés ci-dessus sont établis sur la base du tableau suivant relié à la classification des écoles primaires :

<u>Catégorie d'écoles par tranche de 5 %</u>	<u>Répartition en pourcentage attribuée à chaque tranche</u>
0-5 %	18,54938 %
5-10 %	15,84063 %
10-15 %	13,40938 %
15-20 %	11,24063 %
20-25 %	9,31938 %
25-30 %	7,63063 %
30-35 %	6,15937 %
35-40 %	4,89063 %
40-45 %	3,80937 %
45-50 %	2,90063 %
50-55 %	2,14938 %
55-60 %	1,54063 %
60-65 %	1,05938 %
65-70 %	0,69063 %
70-75 %	0,41938 %
75-80 %	0,23062 %
80-85 %	0,10938 %
85-90 %	0,04063 %
90-95 %	0,00938 %
95-100 %	0,00062 %

- b) Advenant que le solde du produit de la taxe et des revenus de placement excède 8 500 000 \$, tout montant supérieur à ce 8 500 000 \$ sera réparti de la façon suivante :

- 73,79 % aux écoles primaires comprises dans la catégorie 0 à 19,99 % ;
- 14,45 % aux écoles primaires comprises dans la catégorie 20 à 29,99 % ;
- 11,76 % aux écoles primaires comprises dans la catégorie 30 à 100 %.

La répartition et les pourcentages mentionnés ci-dessus sont établis sur la base du tableau suivant relié à la classification des écoles primaires :

<u>Catégorie d'écoles par tranche de 5 %</u>	<u>Répartition en pourcentage attribuée à chaque tranche</u>
0-5 %	26,49081 %
5-10 %	20,36509 %
10-15 %	15,42915 %
15-20 %	11,50055 %
20-25 %	8,41655 %
25-30 %	6,03295 %
30-35 %	4,22301 %
35-40 %	2,87629 %
40-45 %	1,89754 %
45-50 %	1,20556 %
50-55 %	0,73212 %
55-60 %	0,42078 %
60-65 %	0,22577 %
65-70 %	0,11093 %
70-75 %	0,04849 %
75-80 %	0,01801 %
80-85 %	0,00526 %
85-90 %	0,00104 %
90-95 %	0,00010 %
95-100 %	0,00000 %

7. Rapports

Le Comité de gestion ayant réparti des sommes importantes dans le respect de ses principes régulateurs, il est demandé que les commissions scolaires déposent au Comité de gestion avant le 30 octobre de l'année scolaire suivante, un rapport d'activités sur le formulaire adopté par le Comité de gestion après consultation auprès du comité de coordination.

8. Entrée en vigueur et durée

Les présentes règles s'appliquent pour les années scolaires 2014-2015 à 2018-2019, soit la durée de la carte de la défavorisation adoptée en décembre 2013.

Les présentes règles entrent en vigueur le jour de leur adoption par le Comité de gestion.